

Traduction par l'Institut européen d'études économiques (IES-Europe)

À propos de l'indice

L'indice du Populisme Autoritaire offre un aperçu complet des principales tendances idéologiques de la politique européenne en se concentrant sur les partis prônant des idéologies illibérales et autoritaires. Il apporte un tour d'horizon complet, dans le contexte européen, de l'évolution des événements et des élections nationales jusqu'à aujourd'hui, permettant de la sorte d'accéder à une compréhension plus approfondie des développements politiques. En outre, il met en évidence les principaux défis électoraux auxquels sont confrontés les partisans de la démocratie libérale, du libéralisme et des principes de l'économie de marché.

L'indice a été publié pour la première fois en 2016, suivi par de nouvelles éditions en 2017 et 2019. Les éditions précédentes ont bénéficié d'une large couverture médiatique dans toute l'Europe, et l'indice est aujourd'hui largement utilisé par les chercheurs universitaires.

Cette quatrième édition a été mise à jour, révisée et élargie pour inclure 31 pays et couvrir toutes les élections de 1945 à 2023.

Principales conclusions

En Europe et en moyenne, le soutien aux partis, de gauche comme de droite, qui prônent des idéologies populistes et/ou autoritaires atteint actuellement les 26,9 %. Bien que ce chiffre représente un niveau de soutien historiquement élevé, 2023 marque la cinquième année consécutive au cours de laquelle il n'a pas augmenté. À l'heure actuelle, certains éléments suggèrent une consolidation du soutien aux partis populistes, mais rien n'indique une nouvelle expansion.

Les cinq pays qui soutiennent le plus les partis populistes et/ou autoritaires sont la Hongrie, l'Italie, la France, la Grèce et la Pologne. À l'inverse, les cinq pays où ce soutien est le moins marqué sont la Croatie, le Portugal, le Royaume-Uni, le Luxembourg et Malte.

Le soutien électoral aux partis conservateurs nationalistes reste très élevé, ayant augmenté régulièrement depuis 1990. Ce soutien est actuellement en moyenne de 13,9 % ; en légère baisse par rapport aux 14,1 % de 2022. Alors que le soutien à l'autoritarisme/populiste de droite continue son ascension, le soutien à la gauche radicale a lui régulièrement diminué ces dernières années. Les partis de cette tendance n'ont probablement pas réussi à maintenir l'élan qu'ils avaient acquis au lendemain de la crise financière de 2008.

En 2023, le soutien électoral apporté aux partis libéraux a atteint son niveau record, culminant à 12,3 %. Cette croissance s'inscrit dans une tendance constante depuis 2010.

En mars 2024, des partis populistes et/ou autoritaires participent à huit gouvernements en Europe : Hongrie, Italie, Espagne, Slovaquie, Slovénie, Finlande, Suisse et Roumanie. Il s'agit du niveau de participation au gouvernement le plus bas depuis 2014, en baisse par rapport à 2019 où ces partis se retrouvaient dans 15 gouvernements.

Le rapport identifie les 60 partis autoritaires et/ou populistes les plus importants en Europe. 25 d'entre-eux sont classés à gauche sur les questions économiques, tandis que 18 sont classés à droite. Sur les questions culturelles, 32 partis sont classés comme conservateurs tandis que 11 sont classés comme progressistes. Sur les questions européennes, 22 partis sont classés dans la catégorie eurosceptiques durs, 19 dans la catégorie des eurosceptiques modérés et 9 dans la catégorie des pro-européens.

Les mérites des partis populistes au gouvernement varient considérablement. Alors que certains, à l'image du Fidesz et de Droit et Justice (PiS), se sont révélés être des défenseurs peu fiables, voire des opposants à la démocratie libérale, d'autres, à l'instar du Parti des Finlandais (PS) et des Frères d'Italie (Fdi), ont jusqu'à présent opéré au sein des structures formelles et informelles de l'ordre prévalant. Parmi les 60 partis les plus importants de cette catégorie, 18 sont considérés comme ayant une crédibilité démocratique élevée tandis que 22 sont considérés comme ayant une crédibilité démocratique faible.

Introduction

Si l'on considère les élections qui se sont déroulées en Europe en 2023, les partis populistes de droite ont une fois de plus fait la une des journaux comme le démontre aisément un résumé des élections nationales organisées dans dix pays européens :

- En Estonie, le Parti populaire conservateur d'Estonie (EKRE), national-conservateur, est devenu le deuxième parti de la représentation parlementaire suite aux élections de mars. Avec 16,1 % des voix, l'EKRE a obtenu son deuxième meilleur résultat jamais enregistré et est désormais le plus grand parti d'opposition.
- En Finlande, le Parti des Finlandais a obtenu son meilleur résultat électoral en avril. Avec 20,1 % des voix, il a rejoint un gouvernement de coalition pour la deuxième fois, s'alliant au Parti de la coalition nationale, aux chrétiens-démocrates et au Parti populaire suédois.
- En Bulgarie, en avril, le Parti du Renouveau est devenu le troisième parti au parlement avec 13,6 % des voix – le meilleur résultat jamais obtenu par un parti d'extrême droite dans le pays.
- En Grèce – qui a organisé deux élections en 2023, en mai et en juin – trois petits partis nationaux-conservateurs ont remporté ensemble près de 13 % des voix.
- En Espagne, le parti populiste de droite Vox a défendu sa position de troisième parti lors des élections de juin. Il a toutefois perdu près de 3 % des voix par rapport aux élections précédentes où il avait obtenu 12,4 %.

- En Slovaquie, Robert Fico a retrouvé son poste de Premier ministre en septembre après la victoire de son parti national-conservateur et populiste de gauche, Smer (Direction – Sociale démocratie) aux élections parlementaires. Le Parti National Slovaque, ou SNS, nationaliste, est également entré au parlement, tandis que deux autres partis d’extrême droite ont échoué.
- Au Luxembourg, le Parti Alternatif et Démocratique de Réformes (ADR), national-conservateur, a obtenu le meilleur résultat de son histoire, obtenant 9,3 % des voix et devenant le quatrième parti du pays.
- En Pologne, les élections d’octobre ont conduit à un changement de pouvoir. Le parti national-conservateur Droit et Justice (PiS) ayant perdu le pouvoir qu’il détenait depuis 8 ans. Cependant, le PiS arrive en tête des votes (35,4 %), tandis qu’un autre parti nationaliste – Confédération Liberté et Indépendance (KWiN) – a reçu 7 % supplémentaires.
- En Suisse, en novembre, le Parti Populaire Suisse (UDC), populiste de droite, est redevenu le plus grand parti, recueillant 27,9 % des voix.
- Aux Pays-Bas, toujours en novembre, le Parti pour la liberté, populiste de droite dirigé par Geert Wilders, a surpris presque tout le monde en remportant les élections. A ce jour – mars 2024 –, il n’est toujours pas certain que Wilders parvienne à former un gouvernement.

A ces résultats, il faut ajouter les succès récurrents remportés dans les sondages par les partis qui portent ces idéologies, en Suède, en Allemagne, en France, en Belgique et en Autriche, ainsi que les gains substantiels obtenus lors d’élections régionales importantes comme en Bavière.

En résumé, les élections de 2023 nous rappellent que nous vivons bien à l’ère du populisme. L’augmentation continue du soutien électoral dont bénéficient ces partis et leur influence croissante représentent la transformation la plus importante du paysage politique européen depuis l’avènement de la démocratie. Perçu au départ comme une vague, une tendance ou une menace que l’on doit gérer, le populisme est désormais ancré dans notre réalité politique. Il ne s’agit plus d’un événement singulier à traiter, mais plutôt d’une nouvelle normalité à laquelle nous sommes confrontés. Comme l’a expliqué Henry Olsen dans un article paru dans *The Spectator* l’année dernière, nous ne nous interrogeons plus sur la disparition des sentiments populistes:

Il est temps de considérer ce qui était jusque là impensable : peut-être le populisme sera-t-il au XXIème siècle ce que la social-démocratie appuyée par les syndicats a été au XXème. [...] Cet avenir populiste n’est pour l’instant qu’une vision lointaine qui se dessine sur l’horizon. La force croissante des mouvements et des idées populistes montre qu’elle se rapproche. Si les événements continuent de suivre leur cours actuel, le monde de 2070 sera aussi différent d’aujourd’hui que celui de 1970 l’était de 1920¹.

Au cours des dernières décennies, le discours politique dans le monde occidental s’est efforcé de comprendre, de lutter contre et de répondre à la montée des partis populistes. Il existe sur

¹ <https://thespectator.com/topic/why-were-all-populists-now-populism/>

le sujet une littérature universitaire riche et qui ne cesse de se développer : en quoi consiste un parti populiste, comment expliquer la montée du populisme, quels liens entre le populisme et divers problématiques... Ce rapport ne contribue pas directement à cette littérature. Il fournit plutôt un aperçu empirique complet de l'émergence du populisme en Europe dans l'espoir d'établir une base empirique solide sur laquelle peuvent s'appuyer divers cadres théoriques et diverses discussions normatives.

Le rapport et l'index fournissent un aperçu complet des principales tendances idéologiques de la politique européenne, en se concentrant spécifiquement sur les partis antisystème. Couvrant toutes les élections nationales dans les démocraties européennes entre 1945 et 2023, le rapport contextualise le défi du populisme à la fois comme phénomène contemporain mais aussi comme plongeant ses racines dans l'histoire. En replaçant les événements particuliers dans un contexte historique et politique plus large, l'étude fournit des perspectives empiriques et historiques qui permettent une compréhension plus approfondie de l'émergence et de l'évolution du populisme.

Méthode et données

Ce rapport vise à cartographier les grandes tendances idéologiques de la politique européenne en se concentrant particulièrement sur les partis qui peuvent constituer une menace pour la démocratie libérale, l'économie de marché et l'état de droit. Pour y parvenir, nous avons classé et indexé les partis en fonction de leur idéologie et, le cas échéant, nous les avons distingués entre partis autoritaires ou populistes.

Pourquoi les partis ? Les partis politiques servent de vecteurs d'idées, mais les idées populistes sont rarement confinées à un seul parti. Les changements importants se produisent généralement grâce à de larges alliances. Dans l'immédiat après-guerre, le soutien à un État robuste et interventionniste s'est accru dans presque tout le spectre politique. Le virage néolibéral des années 1980, qui s'est éloigné de « l'État fort », n'aurait pas eu d'impact politique significatif s'il avait été défendu uniquement par des partis néolibéraux qui, dans leur histoire, n'avaient pas bénéficié d'un large soutien politique. C'est le centre large – vers lequel les sociaux-démocrates et les conservateurs ont gravité au cours des années 1980 et 1990 – qui a facilité ce changement. Bien que les partis verts aient capitalisé sur un intérêt croissant pour les questions environnementales, les politiques environnementales ont été adoptées par des partis provenant de tout le spectre politique. De plus, le soutien aux grandes questions de notre époque n'est pas réservé à des partis singuliers. Par exemple, les partis populistes de droite ont été les premiers à plaider en faveur d'une réduction de l'immigration, mais ils ont progressivement gagné le soutien d'autres partis.

De façon remarquable, la vision populiste du monde – selon laquelle la politique doit être envisagée comme un conflit entre le peuple et l'élite – a non seulement imprégné d'autres partis, mais a également influencé les intellectuels et les commentateurs politiques. Au cours des années 1960 et 1970, les idées marxistes ont exercé une influence disproportionnée sur les institutions sociales par rapport à l'importance des partis communistes. De même, les

idées néolibérales ont exercé une influence considérable au cours des années 1980, malgré l'absence d'un soutien solide de la part des partis politiques.

A l'opposé, on peut affirmer que les partis politiques ont joué un rôle essentiel dans le développement des idées populistes, car il n'y a pas eu d'autres arènes où ces idées étaient forgées (pas dans les facultés, les universités, les pages éditoriales, les groupes de réflexion, etc.). C'est bien dans la sphère du politique que les idées populistes ont été concrétisées et mises en balance avec d'autres idées et que des conflits d'objectifs ont de la sorte surgi.

Analyser les changements idéologiques à travers les résultats électoraux de partis politiques en constante évolution et dont les idées et politiques fluctuent n'est sans doute pas la meilleure chose. Néanmoins, cela reste le meilleur instrument dont nous disposons à l'heure actuelle. Les résultats des sondages d'opinion sont souvent encore plus contingents, car la définition d'étiquettes telles que « libéral », « socialiste » et « conservateur » peut évoluer au fil du temps. En comparaison, les partis politiques offrent un certain degré de continuité : un parti libéral affichera systématiquement des tendances plus libérales que les partis socialistes ou conservateurs, et vice versa.

Notre catégorisation des partis vise à s'aligner sur la façon dont les partis se perçoivent ainsi que sur la façon dont ils sont généralement décrits dans les médias et la recherche. Bien que la catégorisation des partis traditionnels – tels que les sociaux-démocrates, les écologistes, les libéraux, les conservateurs et les chrétiens-démocrates – soit généralement simple, des difficultés apparaissent lorsqu'il existe une large coalition de traditions idéologiques, en particulier au sein des partis de centre-droit. C'est pourquoi les partis conservateurs et libéraux-conservateurs ont été traités comme une seule catégorie dans notre indice de populisme.

La catégorisation des partis populistes et autoritaires pose des défis supplémentaires, car peu de partis s'identifient comme tels. Par conséquent, notre catégorisation s'appuie largement sur des recherches antérieures, même si le consensus peut faire défaut. En outre, les partis ont été classés comme autoritaires dans deux circonstances différentes : s'ils prônent ouvertement des idéologies non démocratiques (par exemple, le marxisme-léninisme, le fascisme, le nazisme) ou s'ils ont démontré une volonté d'abandonner les principes démocratiques une fois au pouvoir – par exemple, le Fidesz, le PiS, le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS).

Dans l'Europe postcommuniste, les partis peuvent être anti-*establishment* et populistes dans leur rhétorique tout en adhérant à des idées libérales, pro-européennes et pro-marché. Ces partis n'ont pas été inclus dans cet indice, car il tient compte du fait qu'un fort sentiment anti-élite peut parfois coexister avec le respect des idéaux démocratiques et libéraux, en particulier dans les démocraties dysfonctionnelles.

Cet indice tient également compte du fait que les partis peuvent modifier leurs fondements idéologiques au fil du temps. Parfois, un tel changement s'opère suite à une décision prise lors d'un congrès du parti ou suite à un changement de direction. Parfois, au contraire, ces

changements se produisent progressivement et il est alors difficile de déterminer le moment précis où ce virage idéologique a pris effet. Pour cette raison, il convient de noter que notre indice s'appuie largement sur la littérature secondaire.

Les partis politiques visent généralement un ou plusieurs des trois grands objectifs suivants : un mandat, des votes et/ou une influence. Même si ces objectifs sont logiquement compatibles (un soutien accru des électeurs accroît l'influence et facilite l'accès à des mandats politiques), les partis doivent parfois établir des priorités. L'indice étudie dans quelle mesure les partis populistes ont réussi à atteindre deux de ces objectifs : les votes et le mandat. L'influence que les partis peuvent exercer sur la politique dépasse le cadre de cet indice.

L'indice couvre trente et un pays – tous les membres de l'UE, la Norvège, l'Islande, la Suisse et le Royaume-Uni –, depuis leur indépendance et le début de la tenue d'élections démocratiques.

Les résultats des élections ont été utilisés pour mesurer la demande de populisme autoritaire. L'indice couvre toutes les élections de 1945 à 2023². Une valeur moyenne pour l'Europe, calculée à partir des résultats des précédentes élections dans chaque pays, est fournie afin de mieux apprécier les changements d'une année sur l'autre. Ainsi, les élections suédoises de 2018 servent de base au calcul de la moyenne suédoise également pour 2019, 2020 et 2021, tandis que les élections de 2022 servent de base pour 2022 et 2023. En d'autres termes, l'indice répond à la question de savoir combien d'électeurs ont choisi un parti populiste autoritaire au tournant de l'année de la dernière élection. Ainsi, le résultat ne dépendra pas du fait qu'un certain pays ait organisé des élections au cours d'une année donnée, ni du nombre de pays organisant des élections au cours d'une année donnée. Les élections au Parlement européen et, dans certains cas, les élections régionales, sont abordées dans le rapport mais ne sont pas incluses dans l'indice.

Lorsqu'un pays organise plusieurs élections au cours d'une même année, seuls les résultats des dernières élections sont pris en compte. L'indice englobe tous les partis politiques ayant remporté au moins 1 % des voix lors d'une élection nationale, les petits partis étant inclus si leur catégorisation est simple.

² Les résultats des élections ont été obtenus à partir de deux sources: parties-and-elections.eu et Wikipédia. Ces sources, ainsi que le site Internet "Elections in Europe", ont également été utilisées pour la classification idéologique, en plus de la littérature secondaire traitant de partis, de pays et de régions spécifiques. Le rapport d'experts « Chapel Hill Expert Survey » a également été consulté pour s'informer sur les positions des partis concernant les questions économiques, l'UE et les questions sociales.

Tendances idéologiques en Europe 1946-2023

La grande majorité des partis politiques peuvent être classés en une poignée de familles comme les libéraux, les conservateurs, les sociaux-démocrates, les verts et autres. Les partis d'une même famille partagent un héritage idéologique commun, occupent des positions similaires au sein des paysages politiques respectifs (les sociaux-démocrates étant généralement à gauche, les libéraux au centre et les conservateurs à droite) et ont tendance à s'accorder sur un large éventail de questions. Ils cherchent également à se rapprocher les uns des autres, en formant souvent des groupes au sein d'institutions comme le Parlement européen.

Si la plupart des partis restent fidèles à leur héritage idéologique, des changements se produisent, comme on l'a vu lorsque les anciens partis communistes d'Europe occidentale et orientale se sont rebaptisés « socialistes démocrates » après la fin de la guerre froide.

La continuité idéologique est importante pour les électeurs, comme le suggèrent divers modèles explicatifs du comportement des électeurs. Si les facteurs économiques, sociaux et individuels jouent tous un rôle, les études indiquent systématiquement que les électeurs s'alignent généralement étroitement sur l'idéologie des partis qu'ils soutiennent. Par conséquent, pour les électeurs, savoir si un parti est « socialiste », « vert » ou « libéral » est essentiel pour éclairer leurs choix le jour du scrutin.

Dans ce qui suit, nous examinons les aspects pertinents des changements survenus dans la politique européenne au cours des soixante-dix dernières années. Si des circonstances uniques peuvent expliquer les résultats électoraux individuels de partis spécifiques dans des pays particuliers, il existe probablement des circonstances communes sous-jacentes aux tendances à long terme pour des familles de partis entières.

Les sociaux-démocrates

Les partis sociaux-démocrates ont considérablement influencé la politique de l'Europe occidentale pendant plus d'un siècle. Selon notre indice, ils ont atteint leur apogée en 1982, avec un soutien moyen de plus de 32 %. Même au tournant du millénaire, leur soutien est resté solide, autour de 28 %. Cependant, au cours des deux dernières décennies, ils ont connu un déclin brutal, chutant à un niveau historiquement bas juste au-dessus des 17 % en 2022.

L'Europe du Sud et la Scandinavie restent des bastions de la social-démocratie, et des pays comme l'Espagne, le Portugal, Malte, la Suède et le Royaume-Uni sont les seuls où le soutien dépasse encore les 30 %.

Si le soutien est en baisse dans la plupart des pays, les partis sociaux-démocrates au Danemark, en Finlande, en Espagne, en Slovaquie et en Pologne ont bénéficié d'une tendance

positive au cours de la dernière décennie. À l'exception de la Tchéquie, les sociaux-démocrates sont représentés dans tous les parlements nationaux d'Europe.

En mars 2024, ils gouvernent douze des 31 pays : ils ont formé des gouvernements à parti unique à Malte et au Portugal, et ont participé à des coalitions gouvernementales en Roumanie, à Chypre, en Allemagne, en Belgique, au Danemark, en Espagne, en Norvège, en Estonie, en Slovénie et en Suisse.

Conservateurs libéraux

Le conservatisme est l'une des plus anciennes idéologies et a été conçu à l'origine en opposition au libéralisme. Cependant, à partir des années 1970, les partis conservateurs ont commencé à intégrer des idées libérales, en se concentrant d'abord sur les questions économiques, puis sur les questions sociales. Il ne s'agit pas d'un changement radical mais d'une évolution progressive, qui souligne la capacité des partis conservateurs à s'adapter et à adopter progressivement de nouveaux concepts.

Le graphique illustre la trajectoire des partis de centre-droit prédominants dans la plupart des pays, à l'exception des pays où un parti chrétien-démocrate solide domine, comme c'est le cas en Allemagne, en Autriche et en Italie.

Le soutien au conservatisme libéral a atteint son apogée en 2011, avec une moyenne de 21,5 % des voix. Cependant, au cours de la dernière décennie, ce soutien s'est affaibli. Les statistiques pour 2023 s'établissant à 18 %, marquant le niveau le plus bas depuis 1994. L'indice montre des tendances plus positives pour la Roumanie et le Royaume-Uni.

Actuellement, le soutien le plus fort au conservatisme libéral s'observe au Royaume-Uni, en Grèce et en Croatie. Les partis conservateurs affichent des performances constantes dans toute l'Europe postcommuniste.

Les partis libéraux conservateurs font aujourd'hui partie des gouvernements de Suède, d'Irlande, de Roumanie, de Croatie, de Chypre, de Finlande, de Pologne, de République Tchèque, de Grèce, de Lettonie, de Lituanie et du Royaume-Uni. En mars 2024, les partis libéraux conservateurs font également partie des gouvernements intérimaires de Bulgarie et des Pays-Bas.

Démocrates-chrétiens

Les partis démocrates-chrétiens ont connu un succès significatif en Europe occidentale au cours des premières décennies de l'après-guerre, dominant la politique dans des pays tel que l'Allemagne, l'Italie et l'Autriche, ainsi que dans les pays du Benelux. L'indice faut apparaître un pic en 1958, avec un soutien moyen proche des 20 %. Cependant, leur fortune électorale a

commencé à décliner dans les années 1970 ; une tendance qui persiste depuis. En 2023, leur soutien a atteint son deuxième point le plus bas jamais enregistré, le soutien le plus bas ayant été observé en 2022.

Le soutien apporté aux partis démocrates-chrétiens reste le plus fort dans les pays où ils ont historiquement prospéré. Actuellement, les chrétiens-démocrates conservent un soutien supérieur à 10 % dans sept pays : Malte, le Luxembourg, la Belgique, l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse et les Pays-Bas. Ces dernières années, l'Autriche et la Finlande sont les seuls pays où les partis chrétiens-démocrates ont gagné des voix lors de deux élections consécutives.

Actuellement, les partis démocrates-chrétiens participent aux gouvernements de cinq pays : la Tchéquie, la Belgique, le Luxembourg, la Finlande et la Suède. Le parti démocrate-chrétien fait également partie du gouvernement intérimaire des Pays-Bas.

Dans plusieurs pays, les principaux partis de centre-droit fonctionnent comme de larges coalitions idéologiques, englobant des éléments de conservatisme, de démocratie chrétienne et de libéralisme. Le Parti populaire européen, le groupe parlementaire prédominant au Parlement européen, illustre ce phénomène, en réunissant avec succès les partis démocrates-chrétiens, conservateurs et libéraux-conservateurs.

Libéraux

Les partis libéraux sont un élément incontournable de toutes les démocraties, se positionnant généralement au centre entre la gauche (socialistes) et la droite (conservateurs), souvent capables de collaborer avec les deux. Les idées libérales ont influencé le développement idéologique de la droite comme de la gauche, les socialistes et les conservateurs intégrant des idées libérales sur les questions économiques, sociales et internationales. La catégorie des partis libéraux est hétéroclite, englobant les partis sociaux-libéraux, libertariens, libéraux verts et certains partis libéraux conservateurs. Si la plupart des partis relèvent du libéralisme social, il existe des variations considérables au sein de cette catégorie.

Le soutien électoral aux partis libéraux a montré une stabilité relative au fil du temps, oscillant entre 7 et 10 %. Cependant, le début des années 2000 a vu un déclin progressif de ce soutien qui est tombé sous la barre des 7 % en 2009 et 2010. Depuis lors, un redressement a été constaté, culminant à un niveau record de 12,3 % en 2023.

L'accroissement notable du soutien aux partis libéraux, représentant une hausse de 84 % sur 12 ans, est une histoire souvent négligée dans les médias et la littérature. Cette poussée est principalement due aux changements advenus dans les États baltes, en Europe centrale et en Europe du Sud, alors que l'Allemagne, l'Espagne et le Royaume-Uni voyaient une baisse du soutien au libéralisme au cours de la même période.

Actuellement, c'est en Slovaquie, en Estonie, en France, en Bulgarie et en République tchèque que le soutien aux partis libéraux est le plus fort. Une tendance à la hausse (croissance au moins lors

des deux dernières élections) peut également être identifiée en Croatie, en Allemagne, en Roumanie, en Finlande, en Estonie, en Slovaquie et en France.

En mars 2024, les partis libéraux font partie des gouvernements de coalition en Suède, au Luxembourg, en Allemagne, en Estonie, en Slovénie, en Finlande et en Lituanie.

Les Verts

Les partis verts ont émergé dans la plupart des paysages politiques d'Europe occidentale au cours des années 1980, marquant un changement significatif dans la dynamique politique. Alors que le soutien moyen aux partis verts a atteint un pic en 2021, il reste, en 2023, à des niveaux historiquement élevés. Les bastions initiaux des partis verts, comme la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Autriche, la Suisse et l'Allemagne, continuent de bénéficier d'un soutien solide. Des tendances positives peuvent aussi être observées en Irlande, en Roumanie, en Allemagne, en Norvège et en Slovénie. Cependant, les partis verts ont rencontré des difficultés considérables pour gagner du terrain dans l'Europe postcommuniste où leur présence reste limitée.

Actuellement, les partis verts sont représentés dans moins de la moitié des parlements européens. En mars 2024, ils participent à des coalitions gouvernementales dans quatre pays : l'Allemagne, l'Irlande, la Belgique et l'Autriche.

Communisme et socialisme démocratique

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le communisme a connu un regain de popularité auprès des électeurs et des intellectuels de toute l'Europe occidentale, ce qui a conduit à l'arrivée des partis communistes dans les gouvernements de l'après-guerre dans plusieurs pays dont le Danemark, la Finlande, la Belgique, le Luxembourg, l'Autriche, l'Italie et la France. Cependant, dès 1950 tous les partis communistes se sont retrouvés dans l'opposition.

Bien que le soutien des électeurs aux partis communistes ait été en moyenne supérieur à 10 % dans les années 1940, il a fortement diminué au cours de la décennie qui suivit. Les années 1960 ont vu un léger regain de soutien aux partis d'extrême gauche, coïncidant avec une fragmentation au sein de l'extrême gauche. Une nouvelle génération a formé des factions radicales influencées par le maoïsme et autres idées révolutionnaires, se séparant des partis établis qui, pour beaucoup, selon les mots du leader de la révolte étudiante Daniel Cohn-Bendit, étaient « fondamentalement séniles ». Ces groupes dissidents ont cependant rarement obtenu de succès électoraux. Plus important encore, un glissement idéologique vers l'eurocommunisme a émergé, prônant l'abandon des idéaux révolutionnaires et des doctrines marxistes-léninistes en faveur d'un socialisme compatible avec la démocratie, dans le but d'élargir l'attrait de la gauche radicale. Ce changement s'est avéré fructueux pour le Parti

communiste italien et a également conduit à un glissement vers l'extrême gauche au Danemark et en Norvège.

En 1989, le soutien moyen aux partis communistes en Occident était tombé à environ 7 %, puis plus ou moins 2 %. Malgré ce déclin, les partis communistes continuent de bénéficier d'un soutien relativement plus fort en Europe du Sud (Chypre, Grèce, Portugal) et en Europe du Nord-Ouest (Belgique, Norvège, Danemark).

L'expression « socialisme démocratique » peut paraître déroutante. Plusieurs partis sociaux-démocrates européens se qualifient en fait de partis socialistes, et le « socialisme démocratique » était une description utilisée par beaucoup d'entre eux pour se distinguer de la branche non démocratique du mouvement ouvrier. Dans ce contexte, le socialisme démocratique désigne les partis qui se situent à gauche de la social-démocratie, qui s'appuient sur des idées socialistes et rejettent les méthodes non démocratiques. Analytiquement, cela inclut également le Parti communiste italien des années 1970. C'était un parti anti-système qui a abandonné le rêve de la révolution.

Les partis socialistes démocratiques ont vu leur soutien augmenter immédiatement après la crise financière de 2008. Cette augmentation s'est maintenue pendant une décennie et a semblé culminer en 2018 avec un soutien moyen de 5,1 %. Depuis lors, le soutien a légèrement diminué. Quelques pays se distinguent par un soutien électoral beaucoup plus fort, notamment en Europe du Sud : la France, l'Espagne, la Grèce et l'Irlande. Le soutien est le plus faible dans les États de l'ancien bloc de l'Est.

Droite radicale

Les partis à droite de l'aile droite établie constituent la famille de partis la moins consolidée. Cela est dû à plusieurs facteurs. Tout d'abord, les partis nationalistes ont traditionnellement du mal à coopérer avec d'autres partis nationalistes. Deuxièmement, il n'y a pas de clivage net entre ces parties, contrairement à celui que l'on peut discerner entre le socialisme démocratique, la social-démocratie et le communisme non démocratique; ces derniers clivages étant depuis longtemps établis à gauche. Au lieu de cela, les clivages au sein de la droite radicale sont analytiques et normatifs, les partis individuels modifiant leurs positions tout au long de leur existence. Troisièmement, cette famille de partis se compose de partis qui ont longtemps été désignés par des termes extérieurs aux idéologies : les populistes, les partis de protestation, les partis du mécontentement et les partis anti-*establishment*. Bien que précise, cette façon de les représenter a conduit à sous-estimer le noyau idéologique commun sous-jacent qui est toujours présent.

La division la plus importante aujourd'hui est celle entre les partis d'extrême droite et les partis conservateurs nationaux. S'ils s'unissent sur de nombreux fronts et partagent souvent à la fois le nationalisme et le conservatisme, les partis d'extrême droite se distinguent des partis conservateurs nationaux par leur vision de la démocratie et leur soutien sans réserve aux idéaux autoritaires.

Comme indiqué, le soutien aux partis d'extrême droite est très faible, bien qu'il ait augmenté au fil du temps. En 2023, ils ont atteint leur score le plus élevé à ce jour : 1,7 %. Lorsque des niveaux aussi bas sont en jeu, il faut s'attendre à ce qu'un seul parti puisse jouer un rôle important : l'augmentation du soutien dont ils bénéficient en 2023 est principalement tirée par la montée du Parti du renouveau bulgare. La Grèce, la France, la Pologne et la Hongrie se distinguent également par un soutien plus fort à ces partis.

Les idées conservatrices nationales ont traditionnellement été intégrées dans des partis conservateurs plus larges, de sorte que le graphique peut potentiellement sous-estimer leur importance historique. Cependant, il ne fait aucun doute que nous ayons assisté à une croissance remarquable du nombre de partis qui peuvent être décrits de manière appropriée en ces termes. Le soutien moyen qui leur était apporté en 2023 s'élevait à 13,9 %, soit une légère baisse par rapport au record de 2022, à 14,2 %. Le conservatisme national n'a recueilli aucun soutien en 2023 (0%) dans deux pays seulement – l'Islande et l'Irlande –, ce qui signifie qu'il s'agit d'une idéologie bénéficiant d'un soutien concret dans la plupart des pays. Le soutien en sa faveur est le plus élevé en Hongrie, en Pologne, en Italie et en Suisse, suivis des Pays-Bas et des pays nordiques.

Populistes et autoritaires au pouvoir

Il n'existe pas de famille de partis cohérente que l'on puisse qualifier de populiste, et encore moins de populisme autoritaire. Les partis présentés dans ce rapport diffèrent les uns des autres tant par leur position sur le spectre gauche-droite que par leur prise de position par rapport au système démocratique.

Evaluer l'évolution du soutien dont bénéficient tout ces partis anti-élite est cependant intéressant, à la fois d'un point de vue analytique et d'un point de vue politique. Cela donne un aperçu de l'ampleur de la menace qui pèse sur les partis établis, tant pour ceux qui veulent simplement comprendre les processus de changement en cours dans la politique européenne que pour ceux qui, pour des raisons politiques ou idéologiques, veulent faire face à cette menace.

En Europe, le soutien apporté aux partis de gauche et de droite qui prônent des idéologies populistes et/ou autoritaires s'élève actuellement et en moyenne à 25,1 %. Bien que ce chiffre représente un niveau de soutien historiquement élevé, il est intéressant de noter que 2023 a été la cinquième année consécutive de stagnation pour ce soutien. À l'heure actuelle, des éléments suggèrent une consolidation du soutien aux partis populistes, mais rien n'indique une expansion à venir.

Seuls deux pays – le Royaume-Uni et Malte – ont des niveaux de soutien inférieurs à 10 %. La tendance est à la hausse en Finlande, en Irlande, en Suède, en Croatie, en Lettonie, en Italie et en France. Elle est à la baisse en Grèce, à Chypre, en Lituanie et au Danemark. Dans plusieurs cas, cependant, les tendances sont faibles et, compte tenu du soutien fluctuant dans la

plupart des pays, il n’y a aucune raison de croire que l’une ou l’autre de ces tendances puisse perdurer.

Un changement plus significatif concerne la participation au gouvernement. Les partis autoritaires – exclusivement les partis communistes pro-soviétiques – ont participé à presque tous les autres gouvernements d’Europe occidentale dans l’immédiat après-guerre. En 1946 et 1947, sept démocraties d’Europe occidentale avaient des partis communistes au gouvernement. Cependant, cette phase a rapidement pris fin. En 1950, ce chiffre était tombé à 0. Au cours des années 1950 et 1960 il n’y a eu que deux cas où des partis autoritaires se sont retrouvés dans un gouvernement : en Islande et en Finlande. Dans les années 1980, on comptait entre deux et quatre collaborations gouvernementales par an ; il y avait l’Islande et la Finlande, mais aussi la France, Chypre et la Grèce.

Les années 1990 ont vu leur nombre doubler (de 4 à 6 pays par an à partir de 1993), en grande partie grâce à la démocratisation des pays de l’Europe de l’Est. L’Estonie, la Roumanie, la Slovaquie et la Lettonie ont eu à diverses époques des partis d’extrême droite qui avaient des membres dans le gouvernement du pays. Ajoutons à cela que l’Italie et, au tournant du millénaire, l’Autriche ont rejoint la liste. Dans la première décennie des années 2000, le nombre a continué d’augmenter, atteignant un pic en 2006 avec 10 collaborations gouvernementales simultanées en Europe. Deux ans plus tard, ce nombre était redescendu à 5, avant d’augmenter régulièrement pour atteindre en 2019 un record avec 14 pays ayant des membres d’un parti autoritaire au gouvernement, à quoi il faut ajouter 5 accords de confiance et de soutien budgétaire entre un parti autoritaire et un gouvernement minoritaire. Autrement dit, il y a encore cinq ans, presque un pays sur deux parmi les pays examinés dans cette étude avaient un parti populiste ou autoritaire au pouvoir et plus de la moitié des pays avaient un parti populiste ou autoritaire qui exerçait une influence sur la politique du pays.

Depuis lors, la plupart de ces collaborations ont pris fin et peu de nouvelles collaborations ont vu le jour. En mars 2024, des partis populistes et/ou autoritaires participent à sept gouvernements en Europe, à savoir la Hongrie, l’Italie, l’Espagne, la Slovaquie, la Slovénie, la Finlande et la Suisse. En outre, il existe un cas (la Suède) d’accord de confiance et de soutien budgétaire. Il s’agit du niveau de participation gouvernementale le plus bas depuis 2014, loin des 14 collaborations de 2019.

Là aussi, rien ne permet de croire qu’il s’agit d’une tendance durable. Il convient toutefois de noter que nous sommes actuellement à environ 50 % de l’influence que ces partis avaient il y a cinq ans, si l’on prend pour base la participation au gouvernement.

Comprendre le populisme

Il peut sembler difficile de discuter des partis populistes d’une manière qui fait sens, car le terme est souvent utilisé de manière incohérente et avec diverses connotations, souvent comme une invective. Cependant, les chercheurs s’accordent à dire que les partis classés comme populistes partagent certaines caractéristiques. Les spécialistes diffèrent en matière d’étiquettes, de définitions et de cadres théoriques, mais s’accordent sur l’existence des partis populistes.

Il ne s'agit pas ici uniquement d'un point théorique. Si vous lisez les différents profils pays par pays présentés dans ce rapport, vous serez probablement saisis d'un sentiment de saturation, car des exemples, des arguments et des caractéristiques similaires reviennent dans les descriptions de nombreux partis.

La première caractéristique commune est que ces partis prospèrent principalement sur une rhétorique de conflit qui oppose le peuple à l'élite. Cela les distingue des partis qui ont tiré parti d'autres clivages tels que les clivages urbain-rural, travail-capital, église-État ou centre-périphérie. Margaret Canovan a fait remarquer que les mouvements populistes, qu'ils soient de gauche ou de droite, supposent l'existence d'un « peuple » singulier qui a été marginalisé par ceux qui sont au pouvoir – des politiciens corrompus et une élite non représentative³. Les partis populistes se présentent donc comme la voix authentique du peuple, se présentant comme les défenseurs du peuple contre un système d'élite.

Cette vision du monde se reflète dans une rhétorique anti-élite souvent dure et intransigeante, qui dépeint l'élite comme corrompue et contrôlée par des intérêts cachés – le mondialisme, le capitalisme et, dans le cas des populistes de droite, le multiculturalisme, etc. Elle est également fermement ancrée dans une conception nationaliste de qui fait partie du « peuple » et, par conséquent, de qui n'en fait pas partie et constitue une menace pour le « peuple ». Pour les populistes de droite, ce conflit est existentiel. Par conséquent, lorsque le chef des Démocrates de Suède (SD), Jimmie Åkesson, qualifie ses partisans d'« amis de la Suède », ou lorsque le chef du parti Vox, Santiago Abascal, qualifie ses adversaires d'« anti-Espagne », le principe qui sous-tend les deux est le même – à savoir que certains appartiennent à la nation et que d'autres sont des ennemis de la nation, ces derniers incluant les marxistes culturels, les mondialistes, les libéraux, les étrangers et les minorités.

Le populisme est donc à la fois une question d'idéologie et de communication. Les références à la véritable volonté du peuple, au bon sens et aux stéréotypes xénophobes sont des outils de communication efficaces et reflètent également le monde idéologique du populisme. Ce contenu axé sur les idées est ce qui distingue les partis populistes des partis non populistes. Si les partis non populistes peuvent parfois adopter des tactiques de communication populistes, ils n'adhèrent pas à l'idée fondamentale selon laquelle « l'élite » est intrinsèquement en désaccord avec « le peuple ». Par conséquent, pour comprendre le populisme, il faut regarder au-delà de ses manifestations superficielles et examiner ses fondements idéologiques sous-jacents.

Le populisme, dans ces acceptions, peut être combiné avec positions et points de vue diverses sur d'autres questions. Dans ce rapport, les partis populistes les plus pertinents dans la politique européenne contemporaine sont classés selon quatre dimensions : les questions économiques, les questions sociales et culturelles, les questions liées à l'Union européenne (UE) et la crédibilité démocratique.

³ Canovan, Margaret, «Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy,» *Political Studies*, 47:1, 1999.

Économie

Dans la plupart des démocraties, les positions sur les questions économiques sont cruciales pour placer les partis sur l'échiquier gauche-droite. Les partis qui prônent un État plus important, des impôts plus élevés, une plus grande redistribution des richesses et des nationalisations sont placés à gauche. Les partis qui visent à réduire la taille de l'État, à baisser les impôts, à privatiser la propriété publique et à mettre en œuvre des solutions de marché sont placés à droite. Cependant, en ce qui concerne les partis populistes, ce précepte ne les décrit qu'imparfaitement. Ici, ce sont les prises de positions sur l'immigration et l'identité nationale qui sont cruciales, ce qui signifie que les partis populistes opposés à l'immigration sont généralement classés comme des populistes de droite, quelle que soit leur position sur les questions économiques.

Les différences entre les partis populistes quant à la question économique sont importantes. Alors que certains reconnaissent toujours le spectre gauche-droite traditionnel, d'autres le voient comme une diversion au véritable conflit : celui entre l'élite et le peuple.

Sur les 60 principaux partis décrits dans ce rapport, 18 sont classés comme de droite et 25 comme étant de gauche. En pratique, cela signifie que tous les partis communément qualifiés de populistes de gauche ont également une politique économique clairement de gauche, tandis que ceux qualifiés de populistes de droite sont divisés entre une politique clairement de droite et une politique centriste.

En février 2024, *The Economist* a présenté sur sa page de couverture une casquette *Make America Great Again* (MAGA) qui avait été modifiée pour symboliser non seulement l'Amérique, mais aussi la Hongrie, l'Italie, les Pays-Bas et plusieurs autres pays aspirant à redevenir « grands » sous l'égide d'une « alliance antimondialiste mondiale » (ou GAGA pour *Golab anti-globalist alliance*). L'article principal souligne à quel point les principes des partis nationaliste-conservateurs sont contraires au conservatisme moderne qui, lui, est favorable au marché. Ils se méfient des marchés et des grandes entreprises et n'aiment pas le libre-échange et la coopération internationale, mais croient fermement au pouvoir de l'État comme outil pour réaliser leurs propres visions. Ils montrent souvent peu de respect pour les institutions publiques et l'état de droit et sont prêts à les manipuler pour servir leurs propres objectifs.

Il est essentiel de souligner ces distinctions, d'autant plus que les leaders intellectuels du mouvement national-conservateur se réclament de l'héritage de Thatcher et de Reagan. Cependant, ce ne sont pas seulement les idéaux qui diffèrent. Les partis national-conservateurs d'aujourd'hui coûtent également cher à leur pays d'origine. Une étude publiée fin 2023 a examiné les effets économiques des partis populistes au pouvoir. Les

conséquences sont importantes : 15 ans de règne populiste réduisent le PIB par habitant d'un pays de 10 % par rapport à un régime non populiste⁴.

Les conséquences économiques de l'adoption du populisme de droite sont souvent négligées. Si une grande attention a été accordée à ces mouvements en raison de leurs origines et de leurs politiques d'immigration, leurs programmes de politique économique ont rarement été examinés ou pris au sérieux. Dans une certaine mesure, cette approche est compréhensible. Les partis populistes accordent rarement la priorité aux questions économiques. Historiquement, il y a eu quelques exceptions – comme le Parti du progrès de Mogens Glistrup dans les années 1970 au Danemark et la Nouvelle démocratie suédoise au début des années 1990, tous deux issus de protestation contre les impôts élevés et la bureaucratie – mais à l'époque contemporaine, l'immigration et l'opposition à l'UE ont toujours pris le dessus.

Cela ne signifie pas que les politiques économiques ne sont pas importantes. Il n'y a pas de tendance claire, mais, dans l'ensemble, on observe une nette tendance à gauche, qui s'est encore accentuée ces dernières années. Les populistes de droite et leurs électeurs veulent des baisses d'impôts, mais pas au prix d'une détérioration de la protection sociale. Ils veulent réduire les dépenses publiques, mais seulement pour les immigrés, les minorités ou les organisations supranationales. Ils ont une vision fondamentalement protectionniste du commerce et de l'économie internationale. De plus, au fil du temps, plusieurs de ces partis sont passés de la droite à la gauche. Seul le SD va en partie à contre-courant : en matière économique, il est plus à droite aujourd'hui qu'il y a dix ans, même s'il est clair qu'il se situe toujours considérablement à la gauche des partis de centre-droit au pouvoir.

Culture

Si le conflit gauche-droite basé sur des considérations matérialistes a été une caractéristique de toutes les démocraties européennes, les conflits autour des valeurs culturelles ont pris de l'importance sur le continent pour atteindre des niveaux qui peuvent varier. Au fil du temps, cependant, cette dimension a gagné en ampleur, et ce sont précisément ces questions qui sont au centre des guerres culturelles en cours. Les partis populistes sont des acteurs centraux dans ce contexte : ils ont donné la priorité à ces questions, en ont tiré profit et ont réussi à modifier l'ensemble du paysage politique.

Sur les 60 principaux partis présentés dans le rapport, seuls onze sont classés comme progressistes sur les questions sociales. 17 d'entre eux sont classés comme modérés et 32 comme conservateurs. En pratique, cela signifie que presque tous les partis communément qualifiés de populistes de droite ont également une politique clairement conservatrice sur les

⁴ Funke, Manuel, Moritz Schularick, and Christoph Trebesch, « Populist Leaders and the Economy,» *American Economic Review*, 113:12, 2023.
<https://www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/aer.20202045>

questions sociales, tandis que ceux qualifiés de populistes de gauche sont divisés entre progressistes, modérés, voire même conservateurs.

Il va sans dire que les partis nationalistes ont tendance à donner la priorité au nationalisme avant tout. Même si l'opposition à l'immigration attire de nombreux électeurs, l'objectif principal de ces partis est de maintenir l'homogénéité ethnique et culturelle. C'est pourquoi, depuis trente ans, les nationalistes hongrois encouragent l'immigration des Hongrois de souche. De même, Vox encourage l'immigration en Espagne depuis l'Amérique latine. On peut se demander si ces partis croient en la possibilité de l'assimilation qu'ils prétendent exiger. Cela ne veut pas dire que les autres arguments contre l'immigration ne sont pas pertinents : les arguments économiques et les préoccupations concernant la criminalité et les tensions sociales sont convaincants. Néanmoins, une menace plus existentielle persiste, quelle que soit la réussite de l'intégration des immigrés sur le marché du travail.

Sur la base des mêmes motivations idéologiques, les partis nationalistes s'opposent également aux droits des minorités ethniques. La résistance à la politique identitaire – et, plus récemment, au mouvement « woke » – a été fortement mobilisatrice. Les partis populistes de gauche sont plus divisés sur ces questions. Pour certains, l'antiracisme, le wokeisme et les droits des minorités ont été des projets idéologiques essentiels avec un potentiel de mobilisation considérable. D'autres partis, ou factions au sein des partis, ont adopté une position différente et ont cherché à réduire les conflits avec les partis nationalistes sur les questions culturelles. Cela a conduit à d'intenses luttes internes au sein des partis radicaux de gauche dans des pays comme la Suède et l'Allemagne.

La famille est une pierre angulaire de l'idéologie conservatrice, et on ne sera pris de constater que les partis national-conservateurs aient adopté la vision traditionnelle de la famille. Nombre de ces partis trouvent leurs origines dans ce que l'on peut le mieux décrire comme des projets politiques réactionnaires. La tradition populiste française – dont sont issus à la fois le poujadisme et le Front national de Jean-Marie Le Pen – en est un bon exemple. Il s'agit d'un conservatisme profondément enraciné dans une époque où les femmes n'étaient pas entrées sur le marché du travail, où les homosexuels étaient dans le placard et où les empires européens dominaient le monde – c'est-à-dire, un monde et une société fondés sur des hiérarchies naturelles et conservatrices.

Bien que la force de ces attitudes ait diminué aujourd'hui, l'héritage idéologique persiste en partie, avec des différences selon les régions et les pays. Par exemple, les populistes d'Europe du Nord sont relativement libéraux dans leurs opinions sur l'égalité des sexes, l'avortement et les relations entre personnes de même sexe. En revanche, les populistes du sud et de l'est de l'Europe ont une vision plus conservatrice.

Les partis populistes ont également des attitudes différentes à l'égard de la religion. Les partis populistes de gauche partagent presque toujours les idéaux laïcs qui ont dominé les mouvements radicaux de gauche, avec une vision souvent à la limite de l'hostilité envers la religion. De nombreux partis nationalistes, notamment en Europe du Sud et de l'Est, ont tendance à s'allier aux églises majoritaire dans la population tout en critiquant vivement les

autres religions, en particulier l'islam. Les partis populistes scandinaves et du Nord de l'Europe sont plus divisés et, souvent au sein des partis eux-mêmes, certaines factions veulent mettre en avant leur héritage chrétien, tandis que d'autres sont plus généralement critiques à l'égard de la religion.

Europe

Pour les nationalistes européens, l'UE était autrefois la source de la plupart des problèmes. Tout manifeste électoral ou document politique d'un parti nationaliste européen, quelle que soit l'année, contient invariablement des critiques idéologiques à l'encontre de l'UE. Pour les nationalistes, l'État-nation est le seul espace légitime d'exercice du pouvoir – le supranationalisme est intrinsèquement incompatible avec la souveraineté des nations. Par conséquent, l'« européanisation » était considérée comme aussi détestable que la mondialisation, et l'opposition à l'UE s'est avérée également une formule gagnante. Mis à part la question migratoire, aucun autre sujet que l'UE n'a eu un effet mobilisateur plus grand pour les partis nationalistes qu'ils soient d'extrême droite ou issus de la droite populiste.

Mais certains signes indiquent que les choses commencent à changer. Si l'opposition à l'UE a toujours été au cœur de l'actualité, on observe une évolution sous-jacente de la vision des partis eurosceptiques sur l'Europe, ce qui rend les élections au Parlement européen de 2024 plus intéressantes qu'elles ne l'ont été depuis longtemps. Peu de partis prônent un retrait immédiat de l'UE. Par exemple, le SD ne fait plus pression pour un retrait. En Italie, Giorgia Meloni a surpris beaucoup de monde avec une position constamment positive à l'égard de l'UE pendant son mandat de Premier ministre. Marine Le Pen – qui, lors de sa collaboration avec Wilders, avait hâte d'être appelée « Madame Frexit » – a abandonné la promesse d'un référendum sur le retrait de l'Union après avoir perdu l'élection présidentielle de 2017. Lorsqu'elle a rencontré les électeurs cinq ans plus tard, elle a promis que la France resterait membre de l'UE même dans l'éventualité où elle deviendrait présidente.

Sur les 60 principaux partis présentés dans le rapport, seuls 22 sont classés comme eurosceptiques purs et durs. 29 partis sont classés comme eurosceptiques modérés, tandis que neuf sont classés comme pro-européens.

Nous voyons peut-être se dessiner les contours d'une nouvelle fracture dans la politique européenne. Ces partis assument de plus en plus le rôle de défenseurs d'une culture, d'une identité et d'un mode de vie européens communs. Ce changement n'est pas seulement tactique, imposé par le Brexit et Poutine. Il est également idéologique. Auparavant, l'hostilité envers l'UE était motivée par la perception que Bruxelles menaçait la spécificité nationale. Aujourd'hui, ces partis propagent l'idée que l'UE est gouvernée par une élite cosmopolite qui trahit la culture européenne. Cet euroscepticisme, contrairement à la position anti-UE antérieure, est motivé par un nouvel amour pour l'Europe. Dans ce récit, l'Europe est définie en opposition à la Turquie, à l'islam, au Moyen-Orient, à l'Afrique du Nord et – depuis février 2022, peut-être à nouveau – à la Russie. Le mode de vie européen est perçu comme menacé

par ces forces extérieures. Dans une telle lutte existentielle, la transition vers une vision plus pragmatique de l'UE est un moyen de favoriser le récit d'un choc des civilisations en Europe.

Démocratie

La relation entre populisme et démocratie est complexe et sujette à diverses interprétations. Si certains considèrent le populisme comme une force négative, voire une menace pour la démocratie, d'autres soutiennent qu'il fait partie intégrante de la démocratie et représente une tension vitale entre l'élite et l'électorat.

Pour autant, si les partis populistes sont par définition anti-establishment, ils ne sont pas nécessairement antidémocratiques. Le politologue Takis S. Pappas a proposé le concept d'« illibéralisme démocratique » pour définir le populisme contemporain⁵. Cette perspective reconnaît le droit de la majorité à prendre des décisions, mais rejette les contraintes libérales sur le pouvoir politique. Comme l'a noté le politologue Cas Mudde dans son étude désormais classique, le populisme peut ainsi servir d'alternative aux formes non démocratiques de libéralisme. Dans sa meilleure forme, le populisme peut agir comme un correctif pour une élite politique qui ne parvient pas à adhérer aux principes démocratiques⁶.

Beaucoup considèrent le populisme comme intrinsèquement incompatible avec la démocratie libérale. Par définition, le populisme souscrit à la notion d'une volonté générale et d'une nation homogène. Cela est en contradiction avec la nature pluraliste des démocraties libérales. Ainsi, le politologue Jan-Werner Müller soutient-il que le populisme constitue toujours une menace pour la démocratie et que les deux sont incompatibles⁷. Il faut choisir entre être démocrate ou populiste. Dans un article de synthèse paru dans *The Oxford Handbook of Populism* (2017), Stefan Rummens soutient que même si le populisme peut certainement être considéré comme un symptôme d'une démocratie défaillante, il ne s'ensuit pas que le populisme lui-même en soit le remède. Rummens souligne que ceux qui croient au potentiel démocratique du populisme partent le plus souvent du principe que la démocratie libérale elle-même est un paradoxe car, selon eux, elle renferme en elle-même une tension entre les forces supposées opposées de la volonté populaire (démocratie) et des droits (libéralisme). Mais cette interprétation est loin d'être claire, nous rappelle Rummens. La démocratie libérale doit plutôt être considérée comme un système unifié. Rummens résume la chose ainsi : « Le populisme, au sens de "pure volonté populaire", n'est pas un élément constitutif de la démocratie libérale, mais une idéologie fondamentalement opposée à ses valeurs et à ses procédures. »

D'autres sont d'avis que le populisme remplit néanmoins une fonction. Les démocraties donnent toujours naissance à des élites, et cet élitisme inévitable doit être contre-balancé. Il

⁵ Pappas, Takis S, *Populism and liberal democracy. A comparative and theoretical analysis*. Oxford University Press, 2019.

⁶ Mudde, Cas, *Populist radical right parties in Europe*, Cambridge University Press, 2007.

⁷ Müller, Jan-Werner, *What is populism?*, University of Pennsylvania Press, 2016.

n'est donc pas inutile de rappeler que les partis établis ont des électeurs à représenter et doivent ancrer leurs choix en conséquence. En ce sens, on peut dire que le populisme sert de correctif, de restaurateur nécessaire lorsque l'élite démocratique perd pied. Une étude récente démontre que la satisfaction des électeurs quant au fonctionnement de la démocratie a augmenté après l'entrée de partis populistes de droite au gouvernement dans plusieurs pays européens⁸. Bien sûr, ce sont principalement les sympathisants du parti qui deviennent plus positifs, tandis que l'insatisfaction correspondante des opposants n'est pas aussi marquée. Certains éléments suggèrent également que les partis populistes ont contribué à augmenter la participation électorale en mobilisant des électeurs qui, autrement, se seraient abstenus de voter.

Dans son rapport annuel sur l'état de la démocratie, *The Economist* soutient que « la participation au gouvernement de partis de droite, comme les Démocrates suédois ou le Parti finlandais, n'est pas en soi préjudiciable à la démocratie ; de fait, l'exclusion de ces partis qui bénéficient du soutien d'une grande partie de l'électorat pourrait être interprétée comme antidémocratique.⁹ »

Il est encore trop tôt pour prédire les effets à long terme des succès populistes en Europe, car il n'y a eu à ce jour que quelques collaborations gouvernementales prolongées impliquant des partis populistes. Beaucoup de ces collaborations n'ont été que de courte durée en raison des difficultés rencontrées par les partis populistes pour trouver un compromis avec les partis établis. De plus, lorsque les partis populistes ont fait partie de gouvernements de coalition, ils n'ont généralement occupé que quelques postes ministériels, ce qui rend difficile l'évaluation de leur impact global sur la politique.

Le récit d'une menace pour la démocratie libérale est justifié par les racines idéologiques des partis. Pourtant, du moins en Europe occidentale, rien n'indique pour l'instant que le populisme autoritaire ait affaibli l'une quelconque des démocraties. En Europe de l'Est, la situation est toutefois différente, le nationalisme étant la norme dans le débat public et le populisme étant impossible à comprendre en dehors d'un contexte de corruption profonde.

Une étude réalisée en 2016 par les politologues Tjitske Akkerman, Sarah L. de Lange et Matthijs Rooduijn montre que les partis populistes de droite ont tendance à ne pas faire de compromis sur les questions qu'ils estiment fondamentales, telles que l'immigration et le multiculturalisme¹⁰. Cette conclusion concorde avec le fait que nombre de ces partis ne s'associent fortement qu'à un ou deux domaines politiques clés. Cependant, l'impact global des partis populistes au gouvernement est complexe : s'ils adhèrent généralement aux normes démocratiques et respectent leurs accords de coalition, ils maintiennent souvent leur rhétorique populiste et n'élargissent guère leur répertoire politique.

⁸ Hartevelt, E., Kokkonen, A., Linde, J. & Dahlberg, S., "A tough trade-off?: The asymmetrical impact of populist radical right inclusion on satisfaction with democracy and government," *European Political Science Review*, 13:1, 2021.

⁹ Economist Intelligence Unit, 2023, p. 40.

¹⁰ Radical Right-Wing Populist Parties in Western Europe. Into the Mainstream?

La différence entre les idéologies autoritaires et non autoritaires est cruciale. Néanmoins, même les populistes non autoritaires ont une perspective démocratique qui s'écarte du courant dominant dans la plupart des pays. Le populisme autoritaire se soucie peu de l'État de droit constitutionnel, et manque parfois de patience à son égard. Anton Pelinka définit le populisme comme « ... une protestation générale contre les freins et contrepoids introduits pour empêcher le "pouvoir direct du peuple" »¹¹, et le politologue Tjitsjke Akkerman conclut que les partis populistes sont des « militants du respect de la loi.¹²»

Andrzej Lepper, ancien président du parti populiste polonais Samoobrona, a formulé succinctement cette vision de la démocratie : « Si la loi va à l'encontre du peuple et des notions généralement acceptées de la légalité, alors ce n'est pas une loi. La seule chose à faire est de la violer au nom de la majorité.¹³ »

Les populistes préfèrent donc qu'il y ait moins d'obstacles dans le processus démocratique pour permettre à des majorités temporaires de légiférer et de faire appliquer de nouvelles lois. Les mécanismes visant à ralentir ce processus sont considérés comme des obstacles pour la majorité. Collectivement, le peuple a la priorité sur les individus ou les groupes minoritaires. Selon Cas Mudde, les populistes de droite, dès qu'ils arrivent au pouvoir, pratiquent l'idéal d'une « ... forme extrême de démocratie majoritaire, dans laquelle les droits des minorités ne peuvent exister que tant qu'elles bénéficient du soutien de la majorité.¹⁴ » Cela signifie également que les tribunaux ne devraient pas être autorisés à opposer leur veto à la législation, d'où les conflits fréquents qui opposent les populistes autoritaires au pouvoir et aux tribunaux constitutionnels.

Sur les 60 principaux partis présentés dans le rapport, 18 sont classés comme ayant une crédibilité démocratique élevée, 22 sont classés comme moyennement crédibles et 20 comme ayant une faible crédibilité démocratique.

Cependant, il existe deux pays où les effets des succès populistes sont bien documentés. En Hongrie, le parti national-conservateur de Viktor Orbán, le Fidesz – Alliance civique hongroise – , est dominant au pouvoir depuis 2010, tandis qu'en Pologne, le parti national-conservateur PiS a été le principal parti au pouvoir de 2005 à 2007, puis de nouveau de 2015 à 2023. Ces deux pays ont connu des revers pour la démocratie : les lois électorales ont été modifiées pour désavantager l'opposition, l'indépendance des médias a été restreinte, la mission et la composition des cours constitutionnelles ont été modifiées pour favoriser le gouvernement, la liberté académique a été menacée, les organisations étrangères ont été mises à mal et les droits des femmes et des minorités ont été restreints. À certains moments, ils ont tous deux

¹¹ Pelinka, Anton (2013), « Right-wing populism: Concept and typology » in *Right-wing populism in Europe. Politics and Discourse* (Wodar, Khosravinik & Mral, eds). London: Bloomsbury. Page 3.

¹² Akkerman, Tjitsjke (2005), "Anti-immigration parties and the defence of liberal values: The exceptional case of the List Pim Fortuyn». *Journal of Political Ideologies*, 10:3.

¹³ Mudde, Cas (2007), *Populist Radical Right Parties in Europe*. Cambridge: Cambridge University Press, p. 154.

¹⁴ Mudde, Cas (2007), *Populist Radical Right Parties in Europe*. Cambridge: Cambridge University Press, p. 156.

été menacés de sanctions par Bruxelles et ont rapidement chuté dans les évaluations indépendantes de la qualité de la démocratie.

Il est toutefois difficile de savoir dans quelle mesure les évolutions en Hongrie et en Pologne sont représentatives de celles observées dans le reste de l'Europe, notamment en Europe occidentale. Ni la Pologne ni la Hongrie n'étaient des démocraties stables tombées aux mains de démagogues sans scrupules. Toutes les expériences démocratiques de la Pologne avant 1989 se limitaient à quelques périodes dans les années 1920, tandis que la Hongrie est restée un État autoritaire tout au long de l'entre-deux-guerres. Même dans les premières années qui ont suivi la chute du communisme, la ligne de démarcation entre une droite autoritaire et une droite libérale était évidente, tout comme la tension entre le nationalisme et le libéralisme. De plus, dans les deux pays, les succès électoraux ont été facilités par une gauche corrompue toujours associée aux dictatures communistes.

Tout au long de l'histoire européenne, les organes parlementaires ont inclus des partis qui s'opposaient au système démocratique dans lequel ils évoluaient. Toutefois, il existe une distinction qualitative cruciale entre la droite autoritaire et la droite libérale : la première rejette explicitement la démocratie et ses structures de gouvernance, tandis que la seconde cherche à saper les règles démocratiques de l'intérieur du système. Par conséquent, une tâche vitale reste à accomplir : tenter d'identifier la ligne de démarcation entre l'autoritarisme et le populisme, aussi difficile que cela puisse être.

Conclusions

Pour commencer, récapitulons ce que nous savons. Tout d'abord, les partis populistes de droite ont connu une croissance constante au cours des trente dernières années. Ils ont grandi en tandem avec la demande croissante pour leurs idées – sur l'immigration, l'Europe, le multiculturalisme, la mondialisation – et grâce à leur capacité à adapter leur rhétorique et leurs programmes à un niveau de radicalité que les électeurs peuvent tolérer.

Là réside l'explication la plus importante ; nous sommes face à une offre politico-idéologique qui répond à une demande. Certes, les partis eux-mêmes ont contribué à gonfler la demande en se mobilisant autour de ces problématiques conflictuelles, mais rien ne permet de penser que la demande a été créée *ex nihilo*.

Deuxièmement, ces partis se sont développés indépendamment des crises économiques ou de la croissance. Il est tentant dans certains milieux d'attribuer cette montée du populisme à des conditions matériels ; de préférence en imputant cette émergence aux politiques économiques des opposants. C'est ce que l'on constate en particulier avec la gauche qui voudrait attribuer la montée du populisme aux politiques économiques néolibérales. Mais cette explication est difficile à concilier avec la réalité des tendances. Les inquiétudes concernant le chômage, le mécontentement face aux coupes budgétaires (ou aux impôts élevés) et l'incapacité à générer de la croissance fournissent au mieux des explications partielles.

Troisièmement, ils se sont développés indépendamment de la façon dont les autres partis se sont comportés à leur égard. C'est un point important. Beaucoup d'énergie a été consacrée à conseiller les partis établis : doivent-ils coopérer, rivaliser, négliger ou s'opposer ? La stratégie du cordon sanitaire a été testée dans de nombreux pays mais n'a jamais tenu dans la durée, puisque l'objectif de réduire le soutien apporté à ces partis n'a pas été atteint. Même dans les pays où les partis sont toujours tenus à l'écart du gouvernement (Belgique, Allemagne), ils ont indirectement eu une influence politique significative grâce à la pression que leur confère leur poids électoral. Cette stratégie d'isolement peut bien sûr être défendue pour d'autres raisons, mais elle n'a pas fait ses preuves dans le cadre de ce qui est étudié dans cet indice.

Quatrièmement, les partis se sont développés indépendamment du terrain politique. Les systèmes politiques et la culture politique peuvent avoir des effets de décalage, mais à long terme, même les systèmes inhospitaliers se sont révélés pénétrables. L'UKIP n'a jamais remporté de succès aux élections parlementaires en raison du système électoral en place, mais il est néanmoins parvenu à remporter les élections au Parlement européen et à imposé un référendum qui a décidé de l'avenir de la Grande-Bretagne pour de nombreuses années à venir. Il y a quinze ans, la Suède était considérée comme une cause perdue par les nationalistes. Il y a dix ans, on disait la même chose de l'Espagne, citant l'héritage de Franco et il y a cinq ans à propos du Portugal, citant l'héritage de Salazar.

Enfin, dans la plupart des cas, ils sont arrivés au pouvoir lorsque des partis de droite bien établis ont jugé qu'une coopération avec eux était une option moins douloureuse qu'une opposition éternelle ou une collaboration prolongée et infructueuse avec les partis de gauche. Ce n'est qu'en Hongrie, en Italie et en Pologne, et dans une certaine mesure en République tchèque, en Slovaquie et en Slovénie, que les partis autoritaires/populistes ont atteint les plus hautes positions sur la base de leurs propres mérites. Dans la grande majorité des cas, ils ont été invités par les partis établis.

Cependant, même si cela marque sans aucun doute une nouvelle phase, il est important de nous rappeler les expériences historiques de nos démocraties. Les partis anti-système sont présents depuis longtemps dans les démocraties européennes, évoluant sous différentes formes au fil du temps. De l'influence considérable des partis communistes dans les années d'après-guerre à la première apparition des partis populistes dans les années 1950 et aux bouleversements majeurs des systèmes de partis dans les années 1970, la politique européenne a vu apparaître et disparaître tout un spectre de mouvements anti-système.

Si les comparaisons historiques permettent de mettre les choses en perspective, ce rapport souligne le fait que le soutien contemporain au populisme atteint des niveaux sans précédent. Cela soulève des questions sur les différences substantielles entre les partis populistes contemporains et les partis rivaux des générations précédentes. La substance de la politique, au-delà de la façade populiste, doit être évaluée.

Comparer, par exemple, les communistes alignés sur Moscou des années 1950 aux nationalistes alignés sur Poutine des années 2020 présente des défis car il s'agit d'évaluer la

menace relative posée par différentes catégories de partis anti-système. De même, évaluer si, par exemple, un petit parti d'extrême droite représente une plus grande menace qu'un grand parti populiste de gauche dépend principalement des valeurs et perspectives de l'évaluateur.

Ce rapport met également en évidence la trajectoire paradoxale des partis anti-système, notant que le succès dans la remise en question de l'*establishment* peut conduire à une intégration dans le courant politique dominant. En effet, les données montrent que, dans 27 des 31 pays couverts par cet indice, les partis anti-système sont désormais des acteurs de premier plan, ayant été inclus à un moment donné dans les accords de gouvernement ou de confiance et de soutien budgétaire. Les seules exceptions sont l'Allemagne, l'Irlande, Malte et la Croatie (qui est incluse dans l'indice depuis 2000).

Il convient de souligner que les conséquences à long terme de ces évolutions sont encore inconnues. Auparavant, l'idée communément répandue était que les partis populistes réussissaient dans l'opposition mais échouaient au gouvernement, tant en termes de capacité à mettre en œuvre des politiques que de conserver ses électeurs. Et en effet, la responsabilité a un coût politique. Cependant, à l'heure actuelle, il n'est pas certain que le prix soit plus élevé pour les populistes que pour tout autre parti. Il y a près de dix ans, Albertazzi et McDonnell affirmaient que « les partis populistes ne sont ni inévitablement épisodiques ni voués à l'échec au gouvernement », et cette affirmation est encore plus vraie aujourd'hui¹⁵.

¹⁵ Daniele Albertazzi & Duncan McDonnell (2015), *Populists in Power*, Routledge, p. 3.